

Collectif Romeurope Ile de France

Réunion du 5 décembre 2013

I/ Présentation – tour de table sur l'état des lieux des différents départements : points positifs et négatifs concernant la scolarisation des enfants et les évacuations en cette fin d'année.

1. Ligue des droits de l'homme – 75

Porte de la chapelle : Le suivi est bon et la majorité des enfants sont scolarisés dans des écoles situées aux environs du bidonville (18^{ème} et 19^{ème} arrondissements) Après une rencontre avec le maire du 18^{ème} arrondissement de Paris, celui-ci les soutient dans leurs actions.

Aubervilliers : Pas de suivi particulier par la LDH. C'est davantage le Secours catholique qui s'en occupe. C'est un gros bidonville qui est beaucoup plus difficile à gérer. Les démarches des associations ne sont pas effectuées en continue, faute de bénévoles pouvant intervenir.

Place de la République – et dans les rues de Paris : Il y a toujours des familles isolées, proches des grandes places comme celle de la République.

2. Collectif de soutien aux Roms du Val Maubuée - 77

800 personnes sont installées dans les bois.

En 16 mois, le collectif a comptabilisé 21 évacuations. De nombreux courriers ont été envoyés à la Préfète, à la communauté d'agglomération et à la mairie mais aucune réponse n'a été donnée en retour.

En 2012-2013, la mairie avait refusé l'inscription des enfants. A la rentrée 2013, elle a finalement cédé afin de maintenir les effectifs de ses classes. 46 inscriptions et scolarisations ont été faites. Cependant, les difficultés demeurent puisqu'il n'y a pas une réelle volonté de la part de la mairie de les inscrire et de les intégrer à l'école. Toutes les écoles se trouvent très loin des bidonvilles, le taux d'absentéisme est alors fort et les classes en sous-effectif. De plus, la mairie estime que les familles ne font pas parties de la commune - dans la mesure où elles n'ont pas un logement officiel – et leur applique alors la catégorie tarifaire la plus élevée pour la cantine soit 14 euros par repas.

Diagnostics : Le GIP-HIS est arrivé sur le terrain avec des « médiateurs sociaux » afin d'effectuer les diagnostics. Ces diagnostics ont été faits à partir de questionnaires fermés

(réponse par oui ou par non), sans traducteurs compétents et sans travail de collaboration avec le collectif qui est présent depuis un an et demi sur ce terrain (l'aide proposée par les associations ayant été refusé).

Mercredi 4 décembre : expulsion de 200 personnes suite à quatre procédures judiciaires.

ROMCIVIC sur Champs a été lancé. Les jeunes sont impliqués et intéressés. Utilisation du projet dans une logique d'implication davantage revendicative des populations. De manière générale, le chemin est encore très long.

Lagny-sur-Marne : Procédure de référé en cours. Ce terrain regroupait 200 personnes. Le collectif est à la recherche de bénévoles.

3. Collectif Romyvelines – 78

Un diagnostic avait déjà été effectué il y a un an et sur un an par le PACT Yvelines

Plusieurs titres de séjour ont été établis pour travail (4 ou 5)

Deuxième phase du diagnostic lancée par le sous-préfet : elle aboutit à la mise en place d'une MOUS à 360° (et qui devrait aboutir à la MOUS) pour les familles qui avaient été recensées par le PACT au cours du 1^{er} diagnostic retenues sur la base du diagnostic. De plus, un référent de Pôle emploi sera consacré au suivi de ces familles.

Un médecin de PMI vient effectuer les vaccinations sur le terrain. Des rencontres à thème vont être organisées (ex : la contraception...).

Concernant la scolarisation, tous les enfants sont scolarisés. La principale difficulté rencontrée est celle des transports des enfants vers l'école qui se trouvent loin du bidonville. Les bénévoles, en particulier ceux du Secours catholique, se relayent tous les matins pour accompagner les enfants en voiture. Si le préfet avait annoncé qu'aucun arrêt de bus serait envisagé (coût de 70 000 euros), le projet est désormais en réflexion mais avec un coût moindre

4. ASEFRR - Essonne - 91

Toujours beaucoup d'expulsions.

Corbeil : une vingtaine de caravanes ont brûlé le 5 décembre 2013. Terrain sous « arrêté de périls imminents » La décision d'expulsion sera prise par le tribunal le 13 décembre.

Grigny : 200 personnes. En attente de la décision d'expulsion (6 décembre). Certains enfants sont scolarisés, d'autres non du fait des réticences de la mairie.

Diagnostics : Ils ont été réalisés par le GIP-Habitat. Tout comme en Seine et Marne, les associations présentes sur le terrain n'ont pu prendre part à ces diagnostics. L'accès aux résultats de ces diagnostics leur a également été refusé.

Au niveau de la domiciliation: très grosses difficultés car même si le Secours catholique est une association agréée, les quotas sont atteints. Sans domiciliation, l'AME ne peut alors pas être demandée.

5. Collectif Romeurope 92 Sud – Petit Clamart – Hauts-de-Seine 92

Trois familles en grande difficulté ont été stabilisées grâce à la domiciliation prise en charge par l'Asav, leur donnant la possibilité d'accéder à l'AME.

Une scolarisation de plus d'un collégien.

Le collectif met en place des cours de français : 6-10 femmes. Des ateliers pour enfants ludiques et artistiques sont mis en place par le collectif aussi dans un local dans la ville de Petit Clamart : ils y participent environ 6 femmes et une dizaine d'enfants.

6. Collectif de soutien aux Roms de Bobigny - Seine Saint Denis 93

Deux gros bidonvilles restant dans lesquels vivent environ 600-700 personnes.

Une aire d'insertion regroupe 35-40 familles. Aire en bon état, avec mise à disposition de poubelles et point d'eau.

La mairie tolère l'occupation de des autres terrains, cependant ceux-ci vont être récupérés d'ici juin 2014. Si elle n'expulse pas, elle ne fait rien non plus pour améliorer réellement la situation (pas de domiciliation par exemple) et ne se positionne pas clairement. Cette attitude pourrait ne pas être payante en période électorale.

Parc de la Bergère: Réaménagé avec ramassage des poubelles et point d'eau.

Scolarisation : 70 enfants sont scolarisés et 30 d'entre eux vont en centre de loisirs. Quatre jeunes participeront à Romcivic.

Le problème majeur : le nombre d'expulsion élevé sur les autres communes a provoqué une arrivée importante de personnes sur ces terrains aménagés. Risque de surpeuplement imminent.

Nouvelle positive : un élu a pris l'initiative de la construction d'un collectif et de la scolarisation des enfants des deux camps sur Aulnay-Sous-Bois.

Domiciliation : Le Secours Catholique essaye d'en faire le plus possible.

7. MRAP - 93

Saint Denis – terrain Voltaire : travaille pour l'inscription des Roumains et Bulgares sur les listes électorales.

Montreuil : IMPORTANT : Distribution d'OQTF sur des aires d'insertions.

Saint Ouen : Evacuation a eu lieu le 27 novembre. Il y avait des problèmes de structuration des collectifs autour de ce gros terrain. Problème de division et insuffisante concertation => Difficulté à retravailler car les terrains sont nombreux dans ce département.

Expérimentation du projet Romcivic avec des jeunes de moins de 25 ans, sur dix territoires pilotés par la mission locale de Bondy.

8. PU-AMI et Romeurope 94 – Val de Marne 94

Ivry : Un diagnostic a été effectué par l'ALJ 93. Un terrain avec une ambiance très tendue entre les familles. Très clivé. Deux comités de soutien sont présents. C'est un terrain sur lequel se trouvent 250-300 personnes depuis trois ans et qui est protégé par la ville. Régulièrement, l'expulsion est demandée par l'AP-HP mais n'aboutit jamais car on ne sait pas à qui appartient le terrain. 70 enfants sont scolarisés.

Vitry-sur-Seine : 100 personnes. C'est un terrain qui appartient au Réseau Ferré de France. Des demandes d'aides juridictionnelles (AJ) ont été faites, mais seulement une a été acceptée, cela rend de facto impossible la défense de tous par l'avocat.

Nombreuses difficultés par rapport aux demandes d'AJ.

Orly : Difficulté de Romeurope 94. Auparavant, les relations avec la mairie d'Orly et avec le conseil général étaient bonnes. Aujourd'hui, ce n'est plus la même ouverture qu'avant. Il n'est plus concerté pour le suivi et le pilotage de ces projets. Tension avec la mairie d'Orly.

Ablon : Il y a eu un problème important de scolarisation qui est progressivement en train de se débloquer.

Saint Maur : Algecos montés à côté du stade. Ils étaient au départ installés pour les SDF, mais depuis un an ce sont des familles roumaines qui y logent. La mairie a demandé leur évacuation pour pouvoir y héberger les SDF de Saint Maur.

Bonneuil : plus de 500 personnes ne sont pas ou très peu suivies étant donné la grandeur du terrain et le manque de bénévoles.

Limeil-Brevannes : l'évêché loge dans un pavillon de Champigny quatre familles auto-entrepreneuses et les enfants vont à l'école depuis leur arrivée.

Projet de Sucy-en-Brie : Depuis 2010, un projet de réinsertion est pensé. Une MOUS devrait commencer, cependant, si le Préfet et l'agglomération sont d'accord, la mairie ne l'est pas et

souhaite une expulsion. Certaines familles sont hébergées par l'évêché ou dans les locaux appartenant à Habitat Solidaire.

9. PU-AMI – 93 et 94

Saint Denis/Stalingrad/Saint Ouen : Evacuations effectuées sans diagnostic au préalable. Il est difficile de savoir où sont parties les familles.

Deux permanences par semaine (mardi et jeudi) sont effectuées à l'hôpital de la Fontaine (Saint Denis). Un rapprochement du Conseil Général a été fait pour mettre en place une action de sensibilisation afin de lutter contre la tuberculose.

Ablon/Bonneuil/Vitry/Ivry : Important problème de domiciliation. Il n'y a toujours pas de domiciliation par le CCAS.

Mise en place d'un centre d'accueil et d'orientation sur Ivry : Locaux appartenant à la paroisse, avenue Stalingrad. Ce centre effectuera un important travail de médiation. Le centre sera ouvert dans l'optique que tous ceux vivant en bidonville soumis aux expulsions continues puissent retrouver PU-AMI s'ils le souhaitent. Des ateliers vont être organisés sur différentes thématiques.

PU-AMI suit sept bidonvilles dans le 93 et trois dans le 94.

10. Hors la rue

Accueil de jour à Montreuil. Jeunes venant du 77, du 94, du 93. Beaucoup de jeunes sont sous décision de justice et sont envoyés par les juges à Hors la rue. HLR intervient également à Fleury-Mérogis, avec l'objectif de suivre les jeunes incarcérés et de pouvoir continuer à le faire une fois sortis de prison.

Ile de France : Depuis septembre : 13 expulsions. Depuis seulement novembre : 6 expulsions.
--

Présentation du projet **ROMCIVIC** : Formation de 24 jeunes Roumains, Bulgares et Français (18 de nationalité roumaine et bulgare et 6 de nationalité française) en service civique. Durant un an, ils soutiendront les actions des associations pour l'inclusion des familles vivant en bidonville, ils participeront à des actions d'intérêt général, formatrices et citoyennes et afin de faire évoluer les représentations sur les Roms et de combattre les préjugés.

II/ Propositions et échange d'idées sur le rôle du Collectif Romeurope IDF et son développement.

Idées :

- Il serait peut être intéressant de faire les réunions sous forme thématique. Si le tour de table est très instructif, il suscite des questions et des interrogations auxquelles il serait bien de réfléchir ensemble, plutôt que de juste exposer les faits.
- Il faudrait développer la réflexion et l'échange ainsi qu'une expression collective commune et de projets communs.
- Le Collectif Ile de France doit être davantage fédérateur d'un appel commun aux respects des droits de l'homme. A travers l'expression du collectif, les membres peuvent avoir un poids qu'ils n'auraient pas individuellement.

Coordination :

La proposition de réunions thématiques est très intéressante et de telles réunions vont être proposées à partir de 2014. Des sujets particuliers comme le travail et la formation, la domiciliation, les droits sociaux, pourraient être abordés avec possibilité d'intervention des partenaires tels que le GISTI ou le COMEDE.

Le Collectif IDF va organiser dans la première moitié de 2014 trois journées de « formation » pour les membres et les partenaires au niveau régional sur trois sujets : le travail, l'éloignement du territoire et l'éducation.

Cependant, le Collectif Romeurope IDF a besoin de retours de la part des membres pour avancer. Ne pas oublier de répondre aux demandes de renseignement (ex : scolarisations des enfants, problèmes pour obtenir le AJ, etc...) ce qui est essentiel pour le bon fonctionnement du collectif.

Axes d'orientation proposés :

- Volonté de discussion stratégique et politique. Aujourd'hui, nous sommes devant un mur politique. Il y a une volonté très grande d'expulsion des Roumains et des Bulgares. Cependant, il va falloir que des solutions se construisent et se mettent en place réellement car ces personnes ne partiront pas. Définir une volonté stratégique et politique du collectif est très importante car aujourd'hui le monde associatif n'est pas associé/concerté dans la définition des politiques publiques à l'adresse de ces populations et les personnes concernées le sont encore moins.

-Volonté de réunir tous les acteurs autour d'une table pour réfléchir ensemble aux questions auxquelles nous sommes confrontés : Pour cela proposition de faire un courrier adressé au Préfet de région, au Président de la région IDF et à Jérôme Normand, directeur de la mission « campements illicites » à la Préfecture de région demandant la mise en place d'une concertation à l'échelle régionale.

Comment sortir des bidonvilles, comment se distinguer et avoir autant de poids que les acteurs institutionnels ? Comment mettre en place une pression politique ?

=> Il a été rappelé qu'un rapport politique du CNDH Romeurope est sorti en février 2012 et que chacun peut s'y référer. De plus, le prochain doit sortir en mars 2014 et il sera demandé à tous les membres d'aider à sa réflexion.

- Réfléchir sur l'importance du processus :

Faire en sorte que ce soit aussi les bénéficiaires qui se prennent en charge en comprenant qu'ils ont des droits et qu'ils peuvent demander que ceux-ci soient respectés pour eux aussi.

Il s'agit de proposer un processus plutôt que des solutions, car il n'en existe pas de toutes faites. Se positionner dans une logique de processus aide à avancer.